

Fonctionnaires. A l'occasion de la venue d'Eric Woerth dans la cité phocéenne, les syndicats CGT et Solidaires de la Fonction publique ont appelé à riposter aux projets gouvernementaux.

La mobilisation s'annonce de rigueur

Ils étaient quelques centaines de fonctionnaires rassemblés, hier à 16h30 devant la Trésorerie générale située 183, avenue du Prado, à Marseille. A l'appel des organisations syndicales CGT et Solidaires qui regroupe, entre autres, les syndicats Sud et les organisations FDSU du ministère des Finances dont le SNUI (Impôts).

C'est là, en effet, qu'avait été annoncée la remise par le ministre Eric Woerth, en visite dans les Bouches-du-Rhône ce lundi 7 avril, de la médaille de l'Ordre national du Mérite au Trésorier payeur général. Si le ministre était bel et bien présent à Marseille (lire ci-dessous), ses salariés rassemblés ne l'ont pas vu. Pas plus d'ailleurs que ceux du premier étage de la Trésorerie générale qui bénéficiaient pour la circonstance d'une autorisation d'absence.

Symbolique, a estimé Frédéric Larrivée, responsable CGT, lui-même salarié du Trésor Public, des choix d'un ministre qui « rêve d'une Fonction publique sans fonctionnaires ». Parce que s'il devait y avoir remise de médailles, il y a aussi perspective de revers dont les agents de l'Etat ont déjà plus qu'un avant-goût. Dont ceux de l'Education nationale qui l'avaient fait savoir le matin même à leur patron Xavier Darcos, lui aussi en visite dans la cité phocéenne (lire par ailleurs). A croire que Jean-Claude Gaudin, qui avait invité Sarkozy et la gent ministérielle à faire preuve de discrétion pendant la période des municipales, a donné son feu vert à la réouverture des vannes.

Vers une journée nationale d'action en mai

Symbolique aussi, le fait qu'Eric Woerth porte la double casquette de ministre du Budget et de la Fonction publique. Comme si la Fonction publique n'était plus qu'une variable d'ajustement pour des choix budgétaires à la fois expression et instrument d'une politique d'austérité qui n'ose dire son nom. Ainsi Philippe Laget, responsable du Snadgi (CGT Impôts à Marseille), qualifie-t-il ce rassemblement de « riposte aux suppressions massives d'emplois et aux abandons de missions dans la Fonction publique que vient d'annoncer Nicolas Sarkozy ». Sous couvert de réforme de l'Etat et de révision des politiques publiques.

Ne prévoit-on pas, du côté de Bercy, « la suppression de 40 000 à 60 000 emplois aux Finances dans les 10 années à venir ? »

Soit, évalue un manifestant, « entre le tiers et la moitié des effectifs ». Pour sa part, Guy Diaz, douanier CGT, parle de 2 000 « chez nous en 2008 au plan national ». Une chose est sûre, un pas vient d'être franchi dans cette direction avec la fusion de la Direction générale des impôts et du Trésor public. Les suppressions de trésoreries programmées dans les Bouches-du-Rhône seraient-elles à l'origine de la médaille remise au TPG par le ministre en personne ?

S'adressant aux fonctionnaires rassemblés, parmi lesquels on notait aussi la présence d'hospitaliers, d'agents de l'équipement ou de personnels non enseignants de l'Education nationale, Frédéric Larrivée a affirmé que la mobilisation est plus que jamais de rigueur. Aussi, a-t-il annoncé que « la fédération des fonctionnaires CGT travaille à la construction d'une journée nationale d'action au mois de mai ».

CHRISTIAN CARRERE

La Provence 08/04/2008

LA MANIFESTATION

des agents de la Trésorerie générale des impôts de Marseille

LES FONCTIONNAIRES PRÊTS À LA GRÈVE

Profitant de la visite d'Eric Woerth à Marseille, une centaine de fonctionnaires des impôts ont manifesté hier devant leur Trésorerie générale située sur le Prado. Principaux points d'inquiétude, la Révision générale des politiques publiques (RGPP) engagée par l'Etat et les suppressions d'emplois. « A la direction des services fiscaux, explique Philippe Piton, administrateur régional du Syndicat national unifié des impôts (Snuil), 102 emplois sur 1 000 n'ont pas été remplacés en cinq ans. Les regroupements et fermetures envisagés d'ici au



PHOTO FRANK PENNANT

1^{er} septembre nous font craindre le pire, y compris en ce qui concerne la réception du public. "Les mécanismes de mise en disponibilité sont des licenciements cachés et de l'extension de précarité", ajoute Frédéric Larrivée, de la CGT-Trésor.

Une rencontre des syndicalistes avec Philippe Rampal, conseiller social d'Eric Woerth, n'a rien donné. Les fonctionnaires envisagent d'autres actions, la grève, bien sûr, mais aussi le refus d'imprimer les prochaines déclarations fiscales. ■

F.T.